

bénéficier d'un effet boule de neige où une enquêtée recommanderait la suivante. Elle démontre ainsi la persistance d'un tabou et la lourdeur du stigmate associé à la ménopause dans nos sociétés occidentales. *La fabrique de la ménopause* nous rappelle combien « l'avancée en âge est marquée par un double standard : le vieillissement est construit comme une affectation morale, une pathologie sociale intrinsèquement liée au fait qu'il affecte plus les femmes que les hommes. La ménopause constitue un épisode prégnant de cette construction dissymétrique, produisant et reproduisant les dominations et les inégalités liées aux rapports sociaux de sexe, en ce qu'elle est construite comme le prélude d'une vieillesse plus précoce, disqualifiante et excluante pour les femmes que pour les hommes » (p. 212).

Gwénaëlle Mainsant -

CNRS, université Paris Dauphine - PSL, IRISSO

Cîrstocea (Ioana) - *La fin de la femme rouge ? Fabriques transnationales du genre après la chute du Mur.* - Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2019. 308 p.

Cet ouvrage se situe dans la continuité des recherches menées par son autrice depuis près de 20 ans. La sociologue Ioana Cîrstocea tisse des liens entre les travaux portant sur le féminisme et l'institutionnalisation du « genre » en tant que « savoir de gouvernement » au Nord, au Sud et à l'Est – un troisième terme trop souvent oublié. Le livre se focalise sur l'apparition de réseaux interconnectés « d'expertes en genre » (universitaires, militantes d'organisations non gouvernementales [ONG], consultantes pour l'Organisation des Nations unies [ONU], etc.) dans l'Europe anciennement communiste pendant les années 1990. Il porte davantage sur les modalités de leurs activités que sur leurs contenus, mais nous laisse toutefois entrevoir ceux-ci. L'autrice s'appuie sur un riche matériau empirique (entretiens, archives, documents collectés) qui fait l'objet d'analyses aussi bien qualitatives que quantitatives, notamment une approche prosopographique.

La première partie de l'ouvrage porte sur un réseau académique de « solidarité féministe » reliant l'Europe postcommuniste et les États-Unis d'Amérique, le Network of East-West Women (NEWW), créé à l'initiative d'États-uniennes en 1990. Parmi ces universitaires, écrivaines et

militantes de l'Ouest, on compte des figures importantes du féminisme de la « deuxième vague », et des spécialistes des langues et des pays d'Europe de l'Est. Là-bas, le NEWW fournit notamment des livres, des connexions Internet et des fonds pour des rencontres. La deuxième partie analyse des activités financées par la fondation de l'États-unien d'origine hongroise George Soros, qui promeut la démocratie et le néolibéralisme en Europe de l'Est. L'autrice se focalise tout d'abord sur le programme d'études de genre de la Central European University de Budapest, lancé en 1994 ; puis sur un programme de soutien aux ONG est-européennes pour la défense des droits des femmes, le Network Women's Programm, créé en 1997. Tous deux ont mobilisé la participation du NEWW. La troisième partie s'ouvre sur une comparaison des profils sociaux et des trajectoires individuelles d'un échantillon de 86 « pionnières » du genre, « délimité sur la base de coprésences à l'occasion d'une vingtaine d'"événements" organisés dans le cadre de ou avec l'appui du NEWW et de l'OSI [Open Society Institute de Soros] » (p. 191). Issues d'une génération trentenaire au moment de la chute de l'URSS, la plupart ont fait partie de la dissidence. Cette partie se termine sur l'analyse de l'institutionnalisation des études de genre dans deux espaces, la Roumanie et l'ex-Yougoslavie, qui se voient chacun consacrer un chapitre. Ces deux études de cas complètent l'approche transnationale du reste du livre et permettent de mieux cerner les clivages nationaux qui existent malgré tout.

L'ouvrage soulève plusieurs questions passionnantes, parmi lesquelles l'oubli de l'Europe anciennement communiste dans les périodisations classiques du féminisme en deux ou trois « vagues » qui dominent l'historiographie. Si l'autrice ne fait qu'une rapide référence frontale à cette question, elle y apporte de précieux éléments de réponses, en filigrane. On peut discerner, dans la littérature scientifique, un relatif consensus autour de l'idée que l'Europe de l'Est, après avoir fait pleinement partie de l'histoire de la « première vague » féministe (fin XIX^e-début XX^e siècle) – centrée sur l'accès des femmes aux droits civils et politiques –, est restée à l'écart de la « deuxième vague » (années 1960-1970) qui se déploie à l'Ouest autour des enjeux sexuels et procréatifs notamment – à l'exception de la Yougoslavie non-alignée. Ensuite, tout se complique : les féministes de l'Est ont-elles fini par vivre « leur » deuxième vague avec 20 ans de décalage ? À moins que le

« féminisme d'État » des pays communistes n'ait fait écho, à sa manière, à la deuxième vague occidentale, en apportant aux femmes l'indépendance économique par le travail et le droit à l'avortement dès les années 1950 ? Les féministes de l'Est n'auraient-elles pas plutôt directement rejointe une « troisième vague » du féminisme (années 1990) ? Cette « troisième vague » se caractérise par sa naissance en partie localisée dans les départements de *women's studies* et *gender studies* et par sa remise en question de l'unité de la catégorie « femmes », avec notamment des approches « *queer* » et attentives au racisme, « intersectionnelles ». L'ouvrage montre en tout cas que certaines féministes de l'Est n'ont pas apprécié d'avoir été renvoyées par l'Ouest à un rôle de retardataires et d'élèves et ont rappelé à quel point 1989 n'était pas une « année zéro » pour elles. Par ailleurs, l'auteur souligne que s'il a fallu des décennies pour que les études féministes et de genre s'institutionnalisent à l'Ouest, ce processus s'est déroulé en quelques années à l'Est. Enfin, il apparaît qu'avec les traductions et les formations financées par la fondation Soros et NEWW, les (futurs) militantes et expertes de l'Est ont découvert d'un coup les textes canoniques des deuxième et troisième vagues – Simone de Beauvoir, Andrea Dworkin, Monique Wittig, mais aussi bell hooks, Judith Butler, etc. Ainsi, elles se sont réappropriées le féminisme occidental en même temps que sa critique « décoloniale ».

L'altérisation et la minorisation du féminisme de l'Est par le féminisme occidental sont une autre problématique importante du livre. Des féministes de l'Est ont dénoncé l'ethnocentrisme et l'impérialisme de leurs homologues de l'Ouest. Elles ont affirmé qu'il était important pour elles de problématiser leur place dans le féminisme global (avec, par exemple, les notions de « savoirs situés » et de « semi-périphérie »), sans s'arrêter à l'illusion de la dissolution de la catégorie « pays postcommunistes » soit dans celle de « Sud » (en tant que bénéficiaires de l'aide internationale), soit dans celle de « Nord » (via l'intégration à l'Union européenne notamment). C'est le sens de l'événement fondateur du « *Statement from the non-region* », à la Conférence mondiale des femmes de Pékin de l'ONU (1995) : cette déclaration faite par des féministes est-européennes, initialement non prévue au programme, dénonçait l'insuffisante prise en compte de la spécificité de l'Est « en transition » dans l'agenda des organisations internationales. Dans les études de

genre, certaines ont critiqué le monopole de la théorie qui revenait aux universitaires de l'Ouest, tandis que celles de l'Est étaient réduites au rôle de pourvoyeuses de données empiriques.

Enfin, une autre problématique traverse le propos : dans quelle mesure l'institutionnalisation, la « bureaucratisation », « l'ONGisation » du féminisme le vident-elles de sa portée militante et critique ? L'auteur s'appuie entre autres sur les travaux de Laure Bereni sur « l'espace de la cause des femmes », et ne part pas du principe que cette institutionnalisation est une contradiction. Elle diagnostique à certains moments une « dépolitisation » du genre, un « formatage ». Elle note aussi une « contestation de l'hégémonie au sein même des institutions hégémoniques et en s'appuyant sur leurs ressources » (p. 260). L'ouvrage, tout en nuances, se refuse à trancher.

Finalement, ce livre apporte une contribution précieuse à l'histoire et à la sociologie du féminisme mais aussi des études de genre. Il adopte une perspective transnationale encore trop rare et complexifie la dichotomie Nord-Sud, en montrant avec précision comment une identification à la catégorie « femmes de l'Est » a pu se solidifier et prendre certaines significations, loin de tout essentialisme.

Mona Claro
Université de Liège

Destremau (Blandine), Georges (Isabel), dir. – *Le care, face morale du capitalisme. Assistance et police des familles en Amérique latine.* – Bruxelles, Peter Lang, 2017 (Action publique). 422 p. Bibliogr. Illustrations.

L'ouvrage de Blandine Destremau et d'Isabel Georges est issu du projet « LATINASIST – ANR Les Suds II » (2011-2014) qui a réuni six équipes latino-américaines (Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Cuba et Mexique). Il aborde la question de la gestion de la pauvreté en Amérique latine à travers les politiques du *care* (soin et assistance), face morale du capitalisme. Le livre s'ouvre par une introduction étoffée de B. Destremau, qui cadre la problématique générale. Elle est accompagnée de 22 articles courts qui fonctionnent comme autant d'études de cas.

La lutte contre la pauvreté est présentée comme l'une des grandes réussites de la politique des gouvernements latino-américains de ces